

Robert Ogman : Le nationalisme allemand après l'unification¹

[Extrait de *Against the Nation: Antinational Politics in Germany*, New Compass Press, 2013, chapitre 3, pp. 35-50.]

La gauche antinationale² a émergé dans la conjoncture politique spécifique de 1989/1990, à travers ses confrontations avec une résurgence nationaliste après la disparition du mur de Berlin. Dans ce contexte, le nationalisme a fortement influencé la politique allemande, nationale et internationale, la société civile et les formes émergentes d'identité collective. Pour comprendre les positions antinationales actuelles, il est donc important d'examiner ces changements sociétaux intervenus début des années 1990.

Le nouveau rôle international de l'Allemagne

La chute du mur de Berlin est souvent citée comme un événement décisif dans le détricotage des problèmes de l'après-guerre. La fin de l'effondrement de l'ordre fondé sur l'affrontement Est/Ouest a fait apparaître une nouvelle conjoncture politique déterminante pour l'avenir de l'ordre européen. Les efforts du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl pour fusionner la RFA et la RDA ont joué un rôle central dans la nouvelle configuration de la géographie politique européenne. Dans ce contexte, l'Allemagne est devenue une puissance majeure dans les affaires européennes et internationales.

Les avantages économiques et politiques de l'unification des deux Allemagnes – de l'Ouest (République fédérale d'Allemagne, RFA) et de l'Est (République démocratique allemande, RDA) – ont largement compensé les coûts budgétaires de cette fusion pour l'Etat allemand. Avec l'intégration des territoires de l'ex-RDA, la République fédérale d'Allemagne a acquis «*un marché beaucoup plus vaste et a accru considérablement ses possibilités d'échapper aux rigidités du marché du travail qui avaient affaibli la performance économique allemande, permettant ainsi une nouvelle division du travail où les processus de faible valeur sont externalisés par les entreprises allemandes*³». Parmi les avantages politiques, signalons «*le déplacement plus à l'est des frontières de l'Europe occidentale, et la création d'une zone de stabilité sur le flanc oriental de l'Allemagne*⁴».

Ces avantages économiques ont poussé la troisième plus grande économie du monde à devenir «*la première puissance au sein de l'Union européenne*⁵». De plus, la République fédérale a pris ses distances par rapport à la promotion des intérêts généraux européens, «*et est devenue beaucoup plus disposée à défendre un intérêt national explicite*» dans le domaine de la politique internationale⁶.

¹ Les chapitres 4, 5 et 6 de *Contre la nation : la politique antinationale en Allemagne* seront publiés cette semaine sur les sites mondialisme.org et npnf.eu (NdT).

² J'ai choisi de traduire ici par « antinationale » alors que j'avais choisi « antinationaliste » dans l'article de Raphael Schlembach : « Vers une critique du communisme antideutsch » <http://npnf.eu/spip.php?article716> (NdT).

³ Stephen Padgett, William E. Paterson and Gordon Smith, *Developments in German Politics 3* (Palgrave Macmillan, 2003), p. 11.

⁴ *Ibid.*, p. 11.

⁵ *Ibid.*, p. 14, souligné dans l'original.

⁶ *Ibid.*, p. 11.

Cette expansion territoriale de la RFA et l'accroissement correspondant de son influence politique et économique sur le plan international ont suscité l'inquiétude de certaines des principales puissances politiques, sans parler des pays voisins. La Première ministre britannique Margaret Thatcher et le président français François Mitterrand ont craint qu'une Allemagne plus puissante ne cherche à reprendre les territoires perdus pendant la Seconde Guerre mondiale, ou qu'elle ne soit trop compétitive sur le plan économique en Europe de l'Est après la chute du rideau de fer⁷, en mobilisant le nationalisme allemand après la unification. En outre, la disparition de l'Union soviétique allait entraîner la perte d'un rempart contre ces possibilités⁸.

En récupérant sa pleine souveraineté (après quatre décennies d'une étroite supervision américano-soviétique) l'Allemagne s'est transformée en une puissance mondiale indépendante.

Politique et identité nationales et post-nationales

L'**unification politique** (c'est-à-dire l'établissement d'un seul Etat-nation allemand à partir de la RFA et de la RDA) a été accompagnée par la réémergence du rôle du «national» dans la vie sociale, politique et économique intérieure. Elle a joué un rôle central dans la reconstruction de l'identité collective allemande et la reformulation concomitante des récits historiques ; un nouveau discours public a été construit pour légitimer certaines mesures politiques et économiques, et délimiter des lignes d'exclusion sociale, y compris le recours à la violence physique dans la société civile contre ceux qui étaient perçus comme des «outsiders».

La conjoncture politique de 1989 a vu l'identité collective se transformer en Allemagne : on est passé de ce que beaucoup ont décrit comme une identité «post-nationale» à une identité «ethnique nationale» affirmative. L'identité collective «post-nationale» s'appuyait sur le rôle international que la RFA jouait à l'Ouest (le *Westbindung*) et dans l'Union européenne (à l'époque, la Communauté européenne), ainsi que sur la prospérité économique de la population ouest-allemande.

«Au cours des décennies fondatrices de la RFA, son identité a été profondément marquée par son engagement en faveur de l'intégration européenne. L'intégration européenne a agi comme une force très puissante sur une Allemagne divisée et vaincue qui cherchait à rétablir sa capacité d'action internationale afin de lever les restrictions qui lui avaient été imposées après la guerre. Elle a vu dans l'intégration européenne une politique qui rendrait ses voisins suffisamment confiants pour qu'ils lèvent ces dispositions. Sa structure économique orientée vers l'exportation a poussé l'Allemagne de l'Ouest à créer des cadres pour ouvrir le commerce au niveau européen⁹.»

L'identité post-nationale de la population était également liée au «miracle économique» de l'après-guerre.

«La croissance économique a contribué, sur le plan intérieur, à renforcer l'attachement de la population à la RFA ; d'abord conditionné par le succès économique, cet attachement s'est peu à peu étendu et transformé en une allégeance plus fondamentale envers l'Etat ouest-allemand. Ces attaches étaient "post-nationales" et en partie projetées vers l'"Europe". Cette identité étatique européanisée a trouvé de plus en plus d'écho et renforcé un sentiment d'appartenance, tant au niveau de la masse qu'à celui de l'élite¹⁰.»

⁷ Michael Binyon, « Thatcher told Gorbachev Britain did not want German Reunification », *Times Online*, 11 septembre 2009, et Carsten Volkery, « The Iron Lady's Views on German Reunification », *Der Spiegel Online*, 11 septembre 2009.

⁸ *Ibid.*

⁹ Padgett et al., *Developments in German Politics*, p. 10.

¹⁰ *Ibid.* p. 10.

Si certains mécanismes positifs ont contribué au développement d'une identité post-nationale – y compris l'intégration européenne et la prospérité économique – certaines restrictions négatives ont empêché aussi l'affirmation publique d'une identité nationale allemande en RFA. Cela incluait notamment certains tabous et un certain refoulement, en raison de l'ombre jetée par le lien entre le nationalisme allemand et la persécution raciale, le génocide et la conquête militaire pendant la période nazie.

Le processus de dénazification, les programmes de rééducation occidentaux et les procès de Nuremberg et d'Auschwitz ont tous contribué à affaiblir l'affirmation publique d'une identité nationale allemande, même si ces expressions n'avaient pas disparu. De plus, durant les années 1960, la révolte des mouvements étudiants contre les continuités entre la période nazie et la République fédérale d'après-guerre, en particulier en ce qui concerne le personnel de l'Etat et des entreprises, a empêché «le national» de jouer un rôle significatif dans les discours publics sur la légitimation des politiques publiques et de l'identité collective¹¹.

Si des efforts pour rétablir une identité nationale affirmative ont été entrepris tout au long des décennies qui ont suivi immédiatement l'après-guerre¹², c'est la disparition du mur de Berlin qui a modifié le terrain, en créant de nouvelles conditions pour un changement sociétal favorable à l'adoption d'une identité nationale affirmative.

Unification et identité nationale

Avec l'effondrement de l'ordre d'après-guerre et l'unification des deux Allemagnes qui s'ensuivit – processus facilité par la disparition du mur de Berlin – «la nation» réapparut rapidement dans les discours publics – et ce phénomène souleva parfois l'inquiétude de la presse internationale. La transformation du mouvement d'opposition est-allemand d'un mouvement démocratique de gauche en un mouvement aspirant à l'unification nationale fut un exemple central, mais souvent négligé, de ce processus de «nationalisation».

Les étudiants, les jeunes et les salariés, qui revendiquaient en Allemagne de l'Est des droits démocratiques fondamentaux tels que la liberté d'expression et la liberté de la presse, souhaitaient aussi créer des syndicats et des organisations de femmes indépendants. La principale organisation, le «Neues Forum», cherchait à mettre en place une pratique démocratique de base pour transformer la structure sociale par le bas.

Le slogan originel du mouvement était «*Wir sind das Volk !*» («Nous sommes le peuple !») : cette déclaration démocratique exigeait que le gouvernement représentât le peuple et fût tenu responsable devant lui. Mais à Leipzig, l'esprit démocratique se transforma rapidement en un mouvement pour la unification nationale sous le slogan «*Wir sind ein Volk !*» (Nous sommes *un seul* peuple¹³ !).

¹¹ Hans Kundnani, *Utopia or Auschwitz: Germany's 1968 Generation and the Holocaust*, (Hurst C & Co Publishers Ltd., 2009) et Norbert Frei, *1968: Jugendrevolte und Globaler Protest* (Deutscher Taschenbuch Verlag, 2008), pp. 79-88.

¹² L'incident de Bitburg et la querelle des historiens ont été deux événements significatifs durant les années 1980. Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président américain Ronald Reagan se rendirent au cimetière militaire de Bitburg en 1985. Cette réconciliation symbolique se déroula devant les tombes des soldats allemands de la Wehrmacht et des SS tombés au champ d'honneur. Quant à la «querelle des historiens», elle fut déclenchée par la tentative des historiens conservateurs de réhabiliter la période du nazisme en présentant le Troisième Reich comme une simple réponse au stalinisme et à l'Union soviétique, et comme une stratégie de défense contre ceux-ci.

¹³ Paul Hockenos, *Free to Hate: The Rise of the Right in Post- Communist Eastern Europe* (Routledge, 1992), p. 42.

Ce conflit au niveau de la société civile entre la revendication initiale de réformes démocratiques et les aspirations ultérieures à la unification nationale fut parallèle au conflit sur le processus de unification politique. Dans un article publié dans *Die Zeit* et qui eut beaucoup d'écho au début des années 1990, le philosophe Jürgen Habermas lança un avertissement: l'unification des deux Allemagne était un processus délicat traversé par un conflit avec deux issues possibles¹⁴.

Selon Habermas, il fallait nourrir et soutenir le «patriotisme constitutionnel républicain¹⁵» qui s'était développé dans la République fédérale en suivant une méthode démocratique. Cela était possible par le biais d'un référendum, impliquant directement les citoyens de la RFA et de la RDA dans un processus démocratique d'unification. Cette option était constitutionnellement possible en vertu de l'article 146 de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) de 1949.

L'option que préféra cependant le gouvernement d'Helmut Kohl fut celle de l'«annexion» fondée sur l'article 23 de la Loi fondamentale, qui donnait à la RFA le droit d'incorporer «d'autres terres allemandes» dans son territoire. Habermas soutint que ce choix allait aboutir à une sorte de domination nationale sur les citoyens de l'Allemagne de l'Est ; cette stratégie encouragerait le chauvinisme national et menacerait l'identité collective post-nationale (Habermas évoqua une «*conscience de soi non nationaliste*») qui s'était développée en Allemagne occidentale au cours des décennies précédentes¹⁶.

De nombreuses personnes craignaient que cette évolution ne se produise à la fois au niveau de l'État et de la société civile. L'écrivain Günter Grass s'opposa catégoriquement à la unification par crainte qu'«une Allemagne réunifiée ne soit un colosse, bourré de complexes, qui s'opposerait à lui-même et à l'unification de l'Europe¹⁷»

Une nation ethnique allemande ?

Alors que l'identité collective dans l'ancienne RFA était souvent décrite comme post-nationale, son caractère profondément ethnique se reflétait dans la définition de la nationalité allemande donnée par l'Etat dans la Loi fondamentale de 1949 : «*Est allemand au sens de la présente Loi fondamentale, toute personne qui possède la nationalité allemande, ou qui a été admise sur le territoire du Reich allemand, selon les frontières valables le 31 décembre 1937, en tant que réfugié ou expulsé d'origine ethnique allemande, ou en tant que conjoint ou descendant de cette personne*¹⁸».

¹⁴ Jürgen Habermas, « Der DM-Nationalismus », *Die Zeit*, 30 mars 1990.

¹⁵ Selon Sophie Heine, «Le concept de "patriotisme constitutionnel" (Verfassungspatriotismus) avait déjà été formulé par le publiciste Dolf Sternberger en 1979, dans un éditorial du Frankfurter Allgemeine Zeitung consacré au trentième anniversaire de la Loi Fondamentale allemande. Étant donné le passé national-socialiste et le contexte de partition de l'Allemagne, Sternberger proposait de substituer au sentiment national classique un attachement aux principes et aux droits contenus dans la Constitution allemande. Toutefois, c'est véritablement Habermas dans les années 1980 qui théorisa le mieux ce concept au cours de la désormais célèbre "querelle des historiens". Face à l'entreprise de banalisation de la période nazie par plusieurs historiens allemands, qui visait à faciliter le retour à une identité nationale traditionnelle, il développa une vision réflexive du rapport au passé se fondant sur l'optique "postnationale" du patriotisme constitutionnel.» <http://www.dicopo.org/spiparticle94.html>

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Günter Grass, «Rede des Schriftstellers Günter Grass auf dem Parteitag der SPD in Berlin, 18.12.1989», in Peter Alter, (dir.), *Nationalismus: Dokumente zur Geschichte und Gegenwart eines Phänomens* (Serie Piper, 1994), p. 301.

¹⁸ *Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland*, (Deutscher Bundestag, 2009), Art. 116.

Selon ce *jus sanguinis* («droit du sang»), la nationalité allemande ne pouvait être acquise que si la personne concernée pouvait prouver qu'elle était d'origine allemande ou descendait de citoyens allemands¹⁹.

Pendant et après 1989, cette définition influença beaucoup les modèles d'inclusion et d'exclusion de millions d'immigrés, en fonction des caractéristiques «ethniques nationales». Seuls étaient rapidement absorbés les nouveaux arrivants définis comme appartenant à une communauté ethnique allemande aux caractéristiques culturelles et linguistiques très différentes. Leur intégration était bien financée par l'Etat et leurs intérêts étaient représentés dans le domaine politique. En revanche, on refusa la nationalité aux nouveaux arrivants du sud de l'Europe qui étaient venus en RFA en tant que travailleurs sous contrat dans le cadre du programme de *Gastarbeiter* («travailleurs invités») et qui étaient restés dans le pays et y avaient fondé des familles, ou avaient amené des membres de leur famille en Allemagne de l'Ouest par la suite. Même ceux nés en Allemagne n'avaient pas la nationalité allemande.

Nationalité, naturalisation, immigration

Non seulement la définition de la nationalité allemande était limitée, mais ceux qui cherchaient à l'obtenir étaient confrontés à un processus de naturalisation très strict, exigeant un niveau élevé d'assimilation. Selon Simon Green, elle exigeait que les impétrants «renoncent à la plus grande partie de leur identité culturelle pour “devenir” allemands (et pas seulement sur un plan légal)²⁰».

D'après les Directives sur la naturalisation de 1977, cette procédure «exige explicitement de l'immigré un niveau très élevé d'adaptation culturelle et suppose qu'il choisisse l'Allemagne de façon volontaire et durable», processus qui ne peut commencer que lorsque l'intégration est réussie – et dont l'issue est elle-même ouverte²¹.

La RFA a ainsi enregistré l'un des taux de naturalisation les plus faibles d'Europe, ne dépassant pas 0,4 % tout au long des années 80²². Un grand nombre d'immigrés ne possédaient pas la nationalité allemande, même s'ils appartenaient souvent à la «troisième génération», que leur seule langue était l'allemand et qu'ils avaient toujours vécu en RFA. Cette exclusion était aggravée par le fait que les non-nationaux n'avaient pas la possibilité d'acquérir la double nationalité, contrairement à de nombreux autres États européens. Ceux qui demandaient la nationalité allemande étaient obligés de choisir entre la nationalité allemande et celle de leurs parents ou grands-parents.

Une autre question liée à l'immigration, et qui occupa le centre des débats publics après la chute du mur de Berlin, fut celle de l'asile. Pour résoudre l'énorme problème des réfugiés causé par la persécution politique et «raciale» de l'Allemagne nazie, la Loi fondamentale de la République fédérale inclut le droit d'asile. Selon l'article 16, «les personnes politiquement poursuivies doivent [jouir] du droit d'asile²³».

Tout au long des années 80, environ 70 000 personnes cherchèrent à exercer ce droit chaque année, mais avec l'ouverture du mur de Berlin en 1989, ce chiffre augmenta rapidement. En 1990, le nombre de demandeurs d'asile fit plus que doubler, passant à 193 063 ; puis à 60 000 personnes en 1991 ; et, en

¹⁹ Ce principe s'oppose au droit du sol (*jus soli*) pratiqué dans de nombreux pays européens et qui accorde la nationalité à ceux qui sont nés sur le territoire national, quelle que soit la nationalité de leurs ascendants.

²⁰ Simon Green, « Towards an Open Society? Citizenship and Immigration », in Padgett et al. (dir.), *Developments in German Politics*, p. 245.

²¹ *Ibid*, p. 245.

²² *Ibid*, p. 230.

²³ *Ibid*, p. 245.

1992, à plus de 400 000 demandeurs d'asile²⁴. L'Allemagne devint ainsi la destination européenne la plus populaire pour les demandeurs d'asile.

L'adoption de l'*Ausländergesetz* constitua un autre élément de la transformation du «national» après la chute du mur de Berlin. Le 9 juillet 1990, la «Loi sur les étrangers» fut adoptée au Parlement. En réalité, elle ne faisait que formaliser des pratiques déjà existantes dans le traitement des immigrés par l'Etat, soumettant «l'octroi et le renouvellement des titres de séjour aux intérêts de la République fédérale d'Allemagne²⁵». Cette codification intrépide signifiait que les droits des citoyens non allemands dans l'«Allemagne unifiée» étaient subordonnés aux intérêts «nationaux» de l'Etat allemand. Cette formulation pouvait être comprise dans un sens large et flexible, et tenir compte, au choix, des besoins de l'économie nationale en main-d'œuvre, du maintien de la paix sociale, ou du contrôle démographique. Cette notion deviendrait fondamentale pour les conflits sociaux et politiques des années suivantes.

La conscience de soi nationale et «l'Autre».

L'affirmation publique d'une nation allemande fière et consciente d'elle-même qui s'exprima après l'ouverture du mur de Berlin fut accompagnée par une forte attaque contre ceux qui n'étaient pas considérés comme des membres de cette «communauté nationale». Autrement dit, presque aussitôt après que la division séparant la RFA et la RDA se fut effondrée, on traça de nouvelles frontières.

Selon les sondages d'opinion, la priorité numéro un des citoyens ouest-allemands après l'ouverture du mur de Berlin n'était pas celle de l'unification politique, mais plutôt celle des «étrangers» (*Ausländer*) et de l'asile.

Comme l'explique Karen Schönwälder : «En juin 1991, les étrangers et les demandeurs d'asile devinrent des thèmes très importants pour les Allemands, dépassant l'unification et la guerre du Golfe, pour devenir la priorité numéro 1 pour les Allemands de l'Ouest jusqu'en février 1992. Cette priorité revint à l'ordre du jour à l'été et à l'automne suivants²⁶.».

Une frénésie médiatique se développa, dans laquelle un discours sur «l'invasion étrangère» («*Überfremdung*») occupa le devant de la scène. «L'idée que l'Allemagne était envahie, que des millions de personnes allaient venir du Sud et de l'Est et que l'abondance de l'Allemagne, pour certains même son existence en tant que nation, était menacée, avait été martelée dans la tête des citoyens²⁷.» Cette propagande se combina aux campagnes politiques des candidats conservateurs de la CDU et de la CSU qui utilisaient une rhétorique xénophobe pour obtenir le soutien de l'opinion publique²⁸.

Flambée de violence raciale

En outre, des «manifestations citoyennes²⁹» contre les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile virent le jour dans de nombreuses villes d'Allemagne de l'Ouest. Cette vague de xénophobie

²⁴ Green, « Towards an Open Society? », p. 234.

²⁵ *Ibid*, pp. 232-233.

²⁶ Karen Schönwälder, « Migration, Refugees, and Ethnic Plurality as Issues of Public and Political Debates in (West) Germany », in David Cesarani and Mary Fulbrook (dir.), *Citizenship, Nationality and Migration in Europe* (Routledge, 1997), p. 160.

²⁷ *Ibid.*, p. 160

²⁸ *Ibid.*, pp. 159-160.

²⁹ Contrairement à la France, ce terme (*Bürger* en allemand) est très utilisé par l'extrême droite et lui sert de paravent. Rappelons qu'il signifie aussi «bourgeois» ce qui, à mon avis, est plus proche de son sens politique actuel, n'en déplaise aux altermondialistes et aux partisans d'Etienne Chouard et de son RIC parmi les Gilets jaunes. Cf. «Citoyennisme ? Attraction fatale !» (2004)

<http://mondialisme.org/spip.php?article402> (NdT).

culmina par des attaques violentes contre les immigrés et les réfugiés ainsi que contre d'autres minorités. Les cas les plus extrêmes furent les attaques menées par des foules d'Allemands contre des demandeurs d'asile et des travailleurs étrangers sous contrat dans les villes de Hoyerswerda et Rostock en 1991 et 1992³⁰.

En septembre 1991, les habitants de la ville est-allemande de Hoyerswerda participèrent à un pogrom durant une semaine. Pendant quatre jours, des centaines de skinheads, de jeunes et d'adultes locaux se rassemblèrent à l'extérieur du complexe de logements où habitaient les travailleurs étrangers sous contrat et ils chassèrent de la ville les travailleurs sous contrat en criant «Dehors les étrangers!». Au plus fort de l'émeute, jusqu'à une centaine de jeunes jetèrent des bouteilles et des cocktails Molotov contre le bâtiment ; ils utilisèrent des chaînes de vélo, des gourdins et des battes de baseball pour démolir l'immeuble, menaçant de raser l'édifice. Les jeunes étaient soutenus par une foule d'environ 500 personnes, qui criaient des slogans racistes, les soutenaient, les encourageaient, et empêchaient la police d'intervenir³¹.

Le quatrième jour, les policiers se rassemblèrent à l'extérieur du bâtiment où étaient logés les demandeurs d'asile, et la foule se déplaça aussi devant cet immeuble situé de l'autre côté de la ville. Là, une foule d'un millier de personnes applaudit la cinquantaine de jeunes qui attaquèrent le bâtiment, jusqu'à ce que les autorités locales emmènent les réfugiés dans un autre endroit, permettant ainsi aux agressions racistes de dicter le cours de la politique publique.

En août 1992, dans une autre ville est-allemande, Rostock, le pogrom fut encore plus intense et dura cinq jours. Près de trois mille « supporters » applaudirent jusqu'à cinq cents attaquants, menés par des néo-nazis et des skinheads ouest-allemands, la foule permettant aux assaillants de se cacher dans ses rangs. Les attaquants prirent d'assaut l'immeuble, l'incendiant et en chassant plus d'une centaine de travailleurs sous contrat. Le gouvernement fit sortir les travailleurs sous contrat en bus au milieu de la nuit, satisfaisant ainsi la revendication des manifestants qui était d'expulser les étrangers de la ville³².

Ces attaques furent rendues possibles grâce à la passivité de la police³³, au climat national hostile aux immigrés et au soutien des responsables politiques locaux³⁴. A cette époque, les sondages d'opinion publique révélèrent que plus d'un tiers de la population «comprendait les actions violentes déclenchées à cause des problèmes soulevés par la présence des étrangers³⁵». Cette empathie pour les agresseurs, plutôt que les victimes, se retrouva dans les articles et reportages publiés par les médias.

Ce n'est qu'en novembre 1992, après l'assassinat de trois femmes turques lors d'un incendie criminel dans la ville ouest-allemande de Mölln, et lorsque des groupes de la société civile organisèrent des marches commémoratives aux chandelles dans de nombreuses villes, que le gouvernement prit des mesures pour réprimer cette violence³⁶.

Les agressions racistes flambèrent en 1991, et durant les années suivantes, elles passèrent de 400 «incidents» en 1990 à 2 720 en 1991³⁷. Un an plus tard, on recensa 2 000 incidents supplémentaires

³⁰ Roger Karapin, *Protest Politics in Germany: Movements on the Left and Right Since the 1960s* (Penn State Press, 2007), pp. 194-195.

³¹ *Ibid.*, p. 194.

³² *Ibid.*, pp. 194-195

³³ *Ibid.*, pp. 210-211.

³⁴ *Ibid.*, p. 217.

³⁵ Schönwälder, « Migration, Refugees, and Ethnic Plurality », p. 178.

³⁶ Roland Roth and Dietrich Rucht (dir.), *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945* (Campus, 2008), p. 142.

³⁷ Hermann Kurthen, Werner Bergmann, and Rainer Erb (dir.), *Antisemitism and Xenophobia in Germany after Unification* (Oxford University Press, 1997), p. 8.

pour atteindre 5 580 en 1993³⁸. Au cours des deux années suivantes, ce chiffre baissa de 1 000 incidents chaque année, le laissant néanmoins à un niveau **cinq fois plus élevé** qu'avant la chute du mur de Berlin³⁹.

Les actes spécifiquement qualifiés de violents atteignirent également des sommets après la unification. Alors que la majorité des chiffres annuels pour les années 1980 étaient inférieurs à 100, le chiffre annuel moyen entre 1991 et 1995 fut supérieur à 1 200, atteignant un pic en 1992 avec 2 000 «incidents violents contre des étrangers⁴⁰».

Les incidents antisémites de droite suivirent un schéma similaire. Dans les années 1980, le nombre moyen d'incidents antisémites était de 289. De la unification jusqu'au milieu des années 1990, ce chiffre passa à 730, atteignant un sommet en 1994 avec 1 366 incidents antisémites⁴¹.

Il est également important de noter que, contrairement à l'hypothèse selon laquelle le nationalisme, l'antisémitisme et la xénophobie sont des problèmes limités à l'Est, chaque année, environ deux fois plus d'agressions violentes menées par des militants de droite furent commises dans l'ancienne RFA que dans l'ancienne RDA. Il faut noter néanmoins que la population étant plus faible dans les territoires de l'Est, la fréquence d'agressions par habitant dans les régions orientales représenta le double de celles perpétrées dans les régions occidentales.

Les chiffres montrent que la fréquence et l'intensité des incidents antisémites et xénophobes atteignirent des sommets dans les années qui suivirent la unification de l'Allemagne et ne retrouvèrent pas leur niveau d'avant 1989.

La recrudescence de la violence raciale au cours de ces années coïncida avec l'émergence de partis et d'organisations politiques d'extrême droite, néonazis et nationalistes. Les partis et organisations d'extrême droite, ainsi que les groupes de skinheads attirèrent 10 000 nouveaux membres entre 1980 et 1995, atteignant un sommet en 1992 avec 40 000 personnes, chiffre qui tomba à un peu plus de 30 000 en 1995⁴². Pendant cette période, le parti d'extrême droite des *Republikaner* tripla presque ses effectifs, atteignant 25 000 membres en 1989 et conservant plus de 20 000 militants pendant les cinq années suivantes⁴³.

Le nombre total d'«incidents» provoqués par l'extrême droite explosa en 1991, passant de 1 848 en 1990 à 3 884 en 1991. En 1992, une seconde fois, ce chiffre doubla presque pour atteindre 7 684, puis grimpa à plus de 10 500 incidents en 1993⁴⁴. Il chuta à un peu moins de 8 000 incidents au cours des deux années suivantes, soit cinq fois plus que dix ans auparavant. Entre le 3 octobre 1990 et la fin de 2011, **plus de 180 personnes perdirent la vie à cause de la violence de droite** ^{et d'extrême droite}⁴⁵.

La réforme du droit d'asile

Après la campagne médiatique et la vague de violence contre les demandeurs d'asile au début des années 1990, les répercussions se firent également sentir au niveau de la politique de l'État, qui limita les droits des demandeurs d'asile.

³⁸ *Ibid.*, p. 8.

³⁹ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 8.

⁴¹ *Ibid.*, p. 8.

⁴² *Ibid.*, p. 8.

⁴³ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁵ Aslan Erkol and Nora Winter, « Chronik der Gewalt: 182 Todesopfer rechtsextremer und rassistischer Gewalt seit 1990 », *Mut Gegen Rechte Gewalt*, 23 novembre 2011.

Le 6 décembre 1992, le gouvernement des partis conservateurs CDU/CSU, du SPD social-démocrate et du FDP néolibéral adoptèrent l'article 16a de la Loi fondamentale, le «compromis sur l'asile», qui limita fortement le droits d'asile. La loi réduisit le nombre de demandeurs d'asile par diverses méthodes.

Tout d'abord de nombreuses demandes d'asile furent automatiquement rejetées si la personne provenait d'un «pays sûr» figurant sur la «liste blanche», ou si elle était passée par l'un des États frontaliers de l'Allemagne considéré comme un «pays tiers sûr». La procédure d'expulsion fut également modifiée, avec la mise en place d'une «procédure accélérée» à l'aéroport de Francfort⁴⁶. Ces mesures restreignirent considérablement le nombre de demandeurs d'asile, le ramenant à moins de 100000 en 1998⁴⁷.

Ces transformations de la politique et de l'identité allemandes sont cruciales pour comprendre les réponses de la gauche face au nouveau nationalisme apparu en Allemagne après 1989. Depuis 1989, l'État et la société civile sont passés d'une identité nationale post-nationale à une identité ethnique nationale affirmative, et c'est dans ce contexte qu'émergea une orientation politique explicitement antinationale.

NOTE DU TRADUCTEUR

Le livre de Robert Ogman *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* (Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne) a été publié en 2013 par New Compass Press. L'essentiel de cet ouvrage sera traduit sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, à part quelques passages concernant les Etats-Unis soit les chapitres

- 3 : Le nationalisme allemand après l'unification
- 4 : « L'Allemagne ? Plus jamais ça ! »
- 5 : « Quelque chose de mieux que la nation »
- et 6 : « Perspectives annationales »

Il faut distinguer en Allemagne les «antinationaux» (ou «antinationalistes») et les «antideutsch», appellations toutes deux revendiquées par les partisans de ces deux courants qui n'ont aucun équivalent en France. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur les différents courants de la gauche radicale à l'Est et à l'Ouest pourront lire avec profit

- l'article de Raphael Schlembach : «Vers une critique du communisme antideutsch»

<http://nfnf.eu/spip.php?article716>

– et la thèse de doctorat d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

Vous pourrez aussi consulter les sites Solitudes intangibles et Palim Psao qui sont les seuls, à ma connaissance, à faire un effort pour sortir du provincialisme et de l'arrogance incurables de l'extrême gauche (et de l'anarchisme) gaulois. Solitudes intangibles a traduit des textes de Joachim Brunn et Stefan Grigat ; et le site Palim Psao a publié des articles de Robert Kurz, Karl-Heinz Lewed, Georg Klauda, Bodo Schulze, Anselm Jappe et Claus Peter Ortlieb (et aussi de Moishe Postone : même s'il était de nationalité canadienne, ses positions ont eu une influence importante en Allemagne) qui donnent une idée des débats « outre-Rhin » – même si c'est dans une perspective très spécifique, celle de la « Critique de la valeur ».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2020

⁴⁶ Green, « Towards an Open Society? », p. 235.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 235.